

Les effets de la quatrième révolution industrielle sur l'emploi vous inquiètent ?

Optez pour le développement des compétences et la formation !

Terry McKinley, faculté d'études orientales et africaines, Université de Londres

Alors que la troisième révolution industrielle des années 1980 a inauguré l'ère du numérique dans laquelle nous vivons, une quatrième révolution, essentiellement fondée sur la robotique et l'intelligence artificielle, semble déjà s'approcher à grands pas.

Quels pourraient en être les effets sur l'emploi, les revenus et les inégalités économiques, et comment les juguler ? Le présent *One Pager* s'interroge sur les conséquences pratiques d'un tel bouleversement sur les programmes de protection sociale.

Jusqu'à présent, la principale réponse apportée à ces transformations consiste à amplifier les transferts de revenus, en proposant notamment un revenu universel de base. Même en fixant le montant de ces transferts au niveau du seuil de pauvreté national, une telle mesure s'assortirait d'un coût élevé et ne contribuerait pas à la redistribution : les couches les plus aisées et la classe moyenne en bénéficieraient tout autant que les plus pauvres.

Mais un revenu universel de base permettait-il véritablement de résoudre des problèmes à plus long terme, comme le chômage généralisé que la quatrième révolution industrielle menace d'entraîner ? Nous en doutons et préconisons au contraire de privilégier le développement des compétences et la formation, une dimension de la protection sociale malheureusement négligée à l'heure actuelle.

Le développement des compétences et la formation en Asie

La Banque asiatique de développement (BAD) a commandé en 2016 une étude portant sur vingt-cinq pays d'Asie pour actualiser les estimations servant à calculer son Indicateur de protection sociale (BAD 2016). L'indicateur agrégé de la BAD définit trois catégories : [l'assurance sociale](#), [l'assistance sociale](#) et [les programmes d'emploi](#).

Cette année-là, l'assurance et l'assistance sociales représentaient respectivement 73 et 24 pour cent de la protection sociale totale. Les trois pour cent restants correspondaient aux programmes d'emploi, eux-mêmes subdivisés en programmes de travail contre rémunération, de développement des compétences et de formation ; étonnamment, ces deux derniers ne représentaient qu'un pour cent de la protection sociale totale.

On retrouve ce même niveau de négligence dans des pays d'autres régions, indépendamment de leur niveau de développement économique. Comment expliquer une telle marginalisation du développement des compétences et de la formation ? Cette forte négligence s'avère d'autant plus inquiétante que la quatrième révolution industrielle menace de déplacer l'emploi.

Projections actuelles

Le MGI (*McKinsey Global Institute*) a récemment mené de nombreux travaux visant à évaluer les conséquences possibles d'une quatrième révolution industrielle. Son scénario moyen (qui ne contient ni les hypothèses les plus pessimistes ni les plus optimistes) prévoit que les emplois exercés par 14 pour cent de la main-d'œuvre mondiale (près d'un milliard de travailleurs) pourraient se voir affectés d'ici 2030, une date relativement proche.



Si les pays développés risquent d'être plus durement touchés que les pays en développement, la quatrième révolution industrielle pourrait selon MGI affecter l'activité professionnelle exercée par 13 pour cent des travailleurs chinois et 10 pour cent des travailleurs mexicains, contre 23 et 26 pour cent aux États-Unis et au Japon, respectivement.

Indépendamment des débats consacrés aux questions d'échelle et de délais, ces projections donnent à penser que de nombreux travailleurs du monde entier pourraient bientôt se voir contraints de chercher un nouvel emploi et de développer de nouvelles compétences, ou se retrouver au chômage de longue durée.

Les programmes de protection sociale sont donc confrontés à une alternative stratégique décisive : considérer avant tout leurs bénéficiaires comme les destinataires légitimes, mais essentiellement passifs, d'une aide au revenu (comme le revenu universel de base) ou privilégier une démarche leur permettant d'élargir et d'améliorer activement leurs compétences ? s'ils optent pour la seconde option, qui nous semble plus viable à long terme, différents types de développement des compétences et de formation devraient être rapidement déployés à une plus grande échelle.

Tableau 1
Programmes de protection sociale en Asie (2016)

Type de programme	Pourcentage du total
Assurance sociale	73%
Assistance sociale	24%
Programmes d'emploi	3%
- Travail contre rémunération	2%
- Développement des compétences et formation	1%

Références :

ADB. 2016. *The Social Protection Indicator: Assessing Results for Asia*. Manille ; Banque asiatique de développement.

McKinsey Global Institute. 2017. *Jobs Lost, Jobs Gained: Workforce Transitions in a Time of Automation*. New York : McKinsey & Company.